

Politique économique

collectivités du Canada où les programmes publics, d'envergure ou autres, peuvent ne pas être aussi efficaces.

Même si le gouvernement présente des programmes d'incitation à la création d'emplois, il va falloir un certain temps pour que les effets s'en fassent sentir sur l'ensemble de l'économie. Le million et plus de sans-travail n'en bénéficiera pas immédiatement. Voilà pourquoi mes collègues et moi-même demandons ici, depuis quelques jours, que le gouvernement prenne des mesures d'urgence, soit sur le plan des programmes de création directe d'emplois, soit en réordonnant les priorités des programmes actuels de dépenses fédérales, ce qui est tout aussi important. Ces dépenses sont déjà autorisées. Mais il faut se demander, vu la nécessité de faire preuve de modération, s'il est intelligent et conforme à l'intérêt national d'effectuer certaines dépenses qui pourraient attendre, quand ces dépenses empêchent d'en faire dans des régions et à l'égard de personnes qui, au moment même où je parle, en ont désespérément besoin pour la création d'emplois.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Quand j'ai posé cette question au premier ministre hier, il a répondu avec son sérieux habituel. C'est-à-dire qu'il n'a rien répondu du tout. Il m'a conseillé d'indiquer des chapitres auxquels on pourrait réaliser ces économies. Je peux en indiquer que, cumulativement, on pourrait remettre à un an ou deux pour le plus grand bien des chômeurs. Nous dépensons 6 millions pour la construction d'une nouvelle ambassade en Yougoslavie. Est-ce que cela ne serait pas mieux employé à aider les chômeurs de Terre-Neuve? Nous avons dépensé 10.5 millions en frais de représentation dans certains pays, alors que ces pays affirment n'avoir pas même entendu parler du représentant en question. N'aurait-il pas mieux valu affecter cet argent à la création d'emplois au Québec, au lieu de le consacrer à un fantôme en Corée?

Des voix: Bravo!

M. Clark: D'après les réponses fournies l'autre jour à des questions qui figuraient au *Feuilleton* le gouvernement, qui n'est pas disposé à trouver des emplois pour les chômeurs, a dépensé \$200,000 en crayons de recensement. Il dépense actuellement \$100,000 par année pour recoller Mirabel car, avec son génie de l'organisation, le gouvernement libéral n'a pas utilisé la bonne colle pour tenir les dalles des aires bitumées. Il n'a pas tenu compte du fait que nous vivons dans un pays dominé par l'hiver, alors il nous en coûtera \$100,000 par année pendant un temps indéfini pour rafistoler Mirabel au lieu d'aider les Canadiens à trouver des emplois.

Que fait encore le gouvernement? Il dépense actuellement \$175,000 pour étudier l'usage des toilettes au Canada, et \$133,757.50 en porte-documents. Évidemment, c'est une question de priorités. Nous estimons que ce genre de dépenses, comme d'ailleurs un grand nombre d'autres dépenses prévues par le gouvernement, seraient beaucoup plus utiles si elles visaient à créer des emplois pour les chômeurs qui sont au nombre de plus d'un million aujourd'hui.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Afin de ranimer la confiance des Canadiens en notre avenir économique, ce qui les inciterait à investir davantage dans des projets créateurs d'emplois, le gouvernement pourrait apporter sa contribution en faisant part à tous les Canadiens des perspectives économiques qu'il entrevoit.

[M. Clark.]

● (1600)

Je pense tout d'abord que le budget que va présenter le ministre le 31 mars devrait donner non seulement les prévisions jusqu'à la fin de l'année financière 1978, comme cela se faisait jusqu'ici, mais au moins jusqu'à la fin de l'année financière 1979. Il pourrait donner par exemple les prévisions concernant la croissance réelle actuelle, la croissance réelle prévue, l'inflation, la création d'emplois, les recettes et les dépenses fédérales. En plus de donner ces prévisions à long terme, le gouvernement devrait énoncer ses objectifs économiques pour les cinq prochaines années, c'est-à-dire jusqu'à 1982, un peu comme l'a fait le Conseil économique du Canada.

Ces prévisions et ces objectifs à long terme nous permettront de connaître l'orientation que le gouvernement entend donner à notre économie. Les Canadiens pourront se guider là-dessus pour juger des réalisations du gouvernement. Actuellement, ils n'ont rien sur quoi se baser. Nous avons un gouvernement qui, pendant sept ans, n'a pas réussi à établir des règlements sur l'utilisation des terres du Nord. Par contre, il se sent capable de modifier la réglementation des contrôles en pleine nuit et de changer au jour le jour les règlements administratifs. Rien n'est établi de façon précise les résultats obtenus par la Commission de lutte contre l'inflation et la seule chose qui nous permette de juger de l'efficacité de la politique gouvernementale c'est le genre de statistiques qui ont été publiées cette semaine et qui indiquent que plus de un million de Canadiens sont actuellement en chômage, suite aux politiques suivies par le gouvernement.

[Français]

Un deuxième pas fort important pour raviver la confiance de tous les Canadiens dans l'avenir de leur économie serait de convoquer une conférence nationale sur l'économie, afin de discuter son cours futur. Il s'agirait là d'une conférence multipartite où seraient représentés tous les secteurs de l'activité économique, et non pas seulement les grandes entreprises et les grandes centrales syndicales. Seraient représentés aussi les travailleurs non syndiqués, la petite entreprise, tous les niveaux de gouvernement, les consommateurs, les agriculteurs et d'autres groupes intéressés.

A cette conférence on pourrait discuter non pas seulement de la planification gouvernementale à long terme en matière d'économie, mais aussi du problème de la part du produit national brut prise par le gouvernement. Une telle conférence aurait l'avantage d'éloigner le débat du milieu restreint et fermé où les grands ont l'habitude de se réunir. L'on doit discuter ouvertement et publiquement de l'avenir économique de notre pays. Le Conseil économique du Canada a déjà parrainé deux conférences de ce genre. La plupart des participants ont trouvé ce procédé utile mais, à l'inverse, ils ont mis sa validité en doute, car personne n'a jamais donné suite aux recommandations qui ont alors été formulées. Je ne suggère pas que le gouvernement fédéral abdique ses responsabilités quant à la gérance de l'économie nationale en faveur du consensus émanant d'une conférence. Je suggère que le gouvernement fédéral se reconnaisse une obligation quelconque de donner suite aux recommandations de la conférence ou, à l'inverse, pour les réfuter de façon rationnelle. C'est seulement en vertu d'un tel mécanisme que les Canadiens pourront avoir l'assurance qu'ils ont leur mot à dire dans leur propre économie, et c'est seulement de cette façon qu'ils pourront être